

Blois, le 16/06/2022

## Visite d'inspection du 08/06/2022

## Publié sur



ZAC des Portes de Chambord  
41500 MER

## 1) Contexte

La visite a été réalisée suite aux intempéries survenues le samedi 4 juin (orages et vent violent) au niveau de la ZAC des portes de Chambord où plusieurs établissements ont subi des dommages.

- AMF QSE
- ZAC des Portes de Chambord 41500 MER
- Code AIOT dans GUN : 0010013475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites des intempéries survenues le samedi 4 juin dans la ZAC des portes de Chambord à Mer

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 2.5.1	/	Mesures d'urgence
Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.12	/	Mesures conservatoires, Mesures d'urgence

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.15.2	/	Sans objet
Travaux de réparation et d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.20	/	Sans objet
indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'inc...	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.22.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.13	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entrepôt AMF-QSE (bâtiment E) a subi des dégâts au niveau de la cellule 3 suite aux intempéries du 04/06/2022 : effondrement d'une partie de la toiture, effondrement d'une partie du réseau sprinklage et donc installation hors service, effondrement d'une partie du réseau électrique. Des mesures conservatoires d'urgence s'imposent.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Déclaration et rapport

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'Inspection (par courriel du 06/06/2022) du sinistre survenu sur l'entrepôt E Il n'a pas transmis de rapport d'accident
<b>Observations :</b> L'APMU du 09/06/2022 demande la transmission du rapport sous 15 jours
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence

**Nom du point de contrôle : Détection automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans le cas de la configuration N°2, pour les cellules 2 bis et 8 bis, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. L'exploitant inclut dans le dossier prévu au chapitre 2.6 du présent arrêté, les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
<b>Constats :</b> La cellule 3 n'est plus dotée de détection automatique incendie
<b>Observations :</b> L'APMU du 09/06/2022 prévoit des mesures compensatoires
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures conservatoires, Mesures d'urgence

**Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compteurs foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> ....Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.....
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas pu constater l'état des compteurs foudre
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Travaux de réparation et d'aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise en service
<b>Prescription contrôlée :</b> ...Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées....
<b>Constats :</b> L'analyse de risques liée aux travaux n'a pas été fournie
<b>Observations :</b> L'évaluation des travaux (expertise, chiffrage, planning,...) est en cours
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'inc...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.22.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures compensatoires
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie et du système de colonnes d'aspersion. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. Pour les installations comportant un plan de défense incendie défini au CHAPITRE 7.23, l'exploitant y inclut les mesures précisées ci-dessus.
<b>Constats :</b> Le locataire de l'entrepôt a déclaré qu'un gardiennage 24h/ 24 -7j/7 était opérationnel et qu'il avait été doublé. Pour autant l'exploitant devra justifier que ce personnel est formé aux tâches de sécurité incendie
<b>Observations</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2018, article 7.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> ...L'établissement dispose d'un système d'extinction automatique d'incendie, adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage, notamment dans le cas de stockage de liquides inflammables (mousse ou autre technologie répondant au même critère d'efficacité, si nécessaire). L'alimentation en eau du système d'extinction automatique d'incendie est assurée par une réserve de 644 m <sup>3</sup> . ...
<b>Constats :</b> L'exploitant justifiera que la réserve en eau est opérationnelle. L'attestation de conformité du système d'extinction automatique incendie n'a pas été transmise.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet